LES DÉPENSES DE VACANCES DES FRANÇAIS

par

Claude SEIBEL

I. — LE PROBLÈME DES VACANCES.

Les vacances, phénomène sociologique récent, semblent se généraliser chaque année davantage. On ne connaît encore très bien ni l'importance de ces migrations temporaires, ni le montant des dépenses faites à cette occasion par les ménages. Cependant la connaissance de ces faits est indispensable pour les services du Tourisme, pour les responsables des transports publics, pour tous ceux qui s'occupent d'aménagements hôteliers. De plus, l'existence et la durée des vacances forment un élément appréciable du niveau de vie d'un ménage.

Deux enquêtes récentes fournissent d'importants éléments à l'étude des vacances des Français :

- Une enquête sur les vacances des Français, réalisée en 1957 par l'I.N.S.E.E. (1), en liaison avec la direction du Tourisme, dans les villes de plus de 50 000 habitants;
- L'enquête sur les budgets de famille menée en collaboration par l'1.N.S.E.E. et le C.R.E.D.O.C. en 1956 et 1957.

Les dates de ces enquêtes sont assez proches pour qu'on puisse tenter d'en comparer les résultats. La présente étude utilise principalement l'enquête « budgets de famille ». Après avoir, dans une première partie, comparé les résultats qu'elle fournit à ceux de l'enquête « vacances » de l'I.N.S.E.E., nous analyserons dans une seconde partie les facteurs qui influencent les dépenses de vacances : catégorie socio-professionnelle du chef de ménage, type d'habitat, taille du ménage et région.

Deux variables seront particulièrement étudiées :

- Le taux de « départ », défini comme le pourcentage des ménages ayant effectué certaines dépenses de vacances par rapport au nombre total de ménages dans chaque catégorie;
- La dépense moyenne de vacances par ménage « parti en vacances ».

⁽¹⁾ Les principaux résultats de cette enquête ont été publiés dans la revue « Etudes et Conjoncture », n° 7, juillet 1958, sous le titre « Les vacances des Français en 1957 ».

II. — LES SOURCES.

A. L'enquête « budgets de famille » (1).

L'enquête a porté sur environ 20 000 ménages répartis dans la France entière, dans toutes les catégories de communes. Elle fournit les seuls résultats actuellement disponibles sur les vacances des ménages habitant des communes de moins de 50 000 habitants, en particulier les agriculteurs.

Les ménages interrogés au cours de l'enquête devaient préciser le montant de certaines dépenses de vacances effectuées dans les douze derniers mois. Ces dépenses étaient les suivantes :

- Transports en commun;
- Hôtel;
- Location de maison;
- Colonies de vacances.

Les dépenses ainsi observées sont celles qui présentent le plus d'intérêt pour l'industrie hôtelière et le tourisme. Cependant elles ne représentent pas la totalité des dépenses de vacances : ne sont pas pris en considération les dépenses d'utilisation des véhicules individuels (essence, huile, etc.), les frais de séjour du ménage au cours de vacances chez des amis ou dans une résidence secondaire, les dépenses d'alimentation hors des hôtels et colonies de vacances, etc.

En conséquence, aussi bien le taux de « départ » que la dépense moyenne de vacances donnés par l'enquête, sont inférieurs à la réalité. Pour le taux de « départ », la sous-estimation vient de ce qu'une partie des ménages ayant pris des vacances ne sont pas repérés par l'enquête : il s'agit des gens qui ont utilisé des moyens de transport personnels pour se rendre chez des amis, dans leur famille ou dans une maison leur appartenant. La dépense moyenne, elle aussi, est inférieure à la réalité ; en effet, certains ménages peuvent être repérés par l'enquête sans que leurs dépenses totales de vacances aient été déclarées. On peut citer, par exemple, le cas des ménages voyageant en voiture et logeant à l'hôtel.

En outre, les résultats ne peuvent être donnés que par ménage, car l'enquête n'indique pas quels membres du ménage sont partis en vacances. Dans le cas d'une famille ayant des enfants, les dépenses déclarées peuvent par exemple correspondre à l'envoi des enfants en colonies de vacances, sans que les parents soient eux-mêmes partis. Le calcul de la dépense moyenne par personne ou par unité de consommation n'aurait donc pas de sens et nous avons seulement étudié les dépenses par ménage.

Tous les résultats indiqués se rapportent à la moyenne des années 1955-1956. En effet, pour éliminer les variations saisonnières, l'étude a pris la forme de quatre enquêtes partielles échelonnées entre mars 1956 et janvier 1957. Les ménages interrogés en mars et juin 1956 ont déclaré leurs dépenses de vacances effectuées au cours de l'été 1955; les déclarations faites en octobre 1956 et janvier 1957 se rapportent à

⁽¹⁾ Décrite dans l'article «Les budgets familiaux en 1956 : analyse par catégories socioprofessionnelles », Consommation, nº 1, janvier-mars 1958. Pour des raisons de commodité, nous désignerons cette enquête par « enquête C.R.E.D.O.C. », l'enquête « vacances » de l'I.N.S.E.E. étant appelée « enquête I.N.S.E.E. ».

l'été 1956. La collecte des renseignements a été faite par appel à la mémoire des ménages interrogés. Aussi les déclarations risquaient-elles d'être moins précises à mesure que la date de l'enquête s'éloignait de la période des vacances. En fait la comparaison des quatre enquêtes partielles n'a révélé aucune différence significative entre les résultats, même en ce qui concerne l'enquête d'octobre 1956, la plus proche de la date probable des vacances.

La variation du niveau des prix ayant été négligeable pendant cette période, les dépenses ont été comptées à prix courants.

B. L'enquête sur les vacances des Français de l'I.N.S.E.E.(1).

Cette enquête, faite par l'1.N.S.E.E. en liaison avec la direction générale du Tourisme, a étudié les vacances des Français habitant l'agglomération parisienne et les villes de province de plus de 50 000 habitants.

Dans un certain nombre de ménages tirés au sort, on a interrogé chaque individu (au nombre d'environ 7 000) sur ses vacances de 1957 : nombre de séjours, durée, lieu, mode de transport, forme d'hébergement (hôtel, maison louée, résidence secondaire, camping, etc.). On a posé en outre, quelques questions sur les dépenses correspondantes.

L'optique de cette enquête est donc très différente de celle du C.R.E.D.O.C. En fait, les deux enquêtes se complètent et malgré un certain nombre de difficultés, il est fructueux d'en comparer les résultats.

C. Comparaison des deux enquêtes.

Cette comparaison ne peut être qu'assez grossière. En effet, les deux sources ne mesurent pas les mêmes grandeurs, l'unité statistique est différente et les périodes d'étude ne sont pas, tout en étant très proches, exactement les mêmes. On se bornera donc à montrer qu'il n'y a pas incompatibilité entre les deux enquêtes et à expliquer les divergences qui peuvent apparaître dans les résultats.

On a cherché à évaluer le taux de « départ » (au sens de l'enquête C.R.E.D.O.C.) pour les diverses catégories socio professionnelles, à partir de l'enquête « vacances » de l'I.N.S.E.E. Pour cela, on a déterminé parmi les chefs de ménage ayant pris des vacances, ceux qui avaient eu des dépenses de transports en commun, d'hôtel et de location de maison. En rapportant ce nombre au nombre total de chefs de ménage dans chaque catégorie socio-professionnelle, on a obtenu un « taux de départ » ayant la définition utilisée dans l'enquête « budgets de famille ». Les nombres ainsi trouvés (tableau l) sont sous-estimés par rapport à ceux de l'enquête C.R.E.D.O.C.

En effet les réponses des chefs de ménage ne s'appliquent qu'à leurs vacances propres et non à celles de l'ensemble du ménage. Or dans toutes les catégories sociales, sauf les inactifs, les chefs de ménage partent un peu moins en vacances que les autres membres de la famille, la proportion étant en moyenne d'un douzième plus faible.

⁽¹⁾ Cette enquête succède à des enquêtes plus restreintes effectuées par l'1.N.S.E.E. dans les villes de Directions Régionales en 1949, 1950, 1951. Comptes rendus publiés dans « Etudes et Conjoncture », Série Economie Française, nº 4, 1950 ; nº 4, 1951 ; nº 4, 1952.

TABLEAU I

COMPARAISON DE L'ENQUÊTE "BUDGETS DE FAMILLE" ET DE L'ENQUÊTE "VACANCES"

Pourcentage des ménages ayant indiqué des dépenses de vacances

Catégorie de commune	Villes de plus de 50.000 habitants et Paris		Paris et Banlieue	
Catégorie socio-professionnelle	1	2	1	2
Inactifs Personnel de service Ouvriers Employés Cadres moyens Professions libérales, cadres supérieurs Patrons du commerce et de l'industrie	48,9 64,1 69,7	27,7 37,4 43,5 55,6 64,4 60,0	32,9 50,4 56,9 70,8 74,4 78,5	29,8 48,3 52,7 67,6 69,4 64,1 38,5
Ensemble des catégories sociales	50,1	44,3	57,8	50,6

Colonne (1) - Taux de l'enquête "Budgets de famille" C.R.E.D.O.C.

Colonne (2) - Taux calculés à partir de l'enquête "vacances" de

l'I.N.S.E.E.

D'autres causes conduisent à des différences qui peuvent être considérables entre les taux donnés par les deux enquêtes. En particulier pour les classes sociales les plus riches (2 et 3 : professions libérales, cadres supérieurs et commerçants), les écarts constatés proviennent de ce que les chefs de ménage ne prennent pas leurs vacances dans les mêmes conditions que le reste de leur famille : ils utilisent en majorité leur voiture personnelle tandis que les autres membres du ménage et en particulier les enfants utilisent plus souvent les transports en commun.

Pour les autres catégories, l'accord est satisfaisant. Il l'est, en particulier, pour les inactifs chez qui les causes de sous-estimation sont très atténuées par suite de la présence dans cette classe de nombreux célibataires et couples sans enfant (80 % des ménages).

On peut donc conclure qu'il n'y a pas incompatibilité entre les deux enquêtes en ce qui concerne le taux de départ.

Il n'a pas été possible de contrôler le niveau de la dépense moyenne de vacances à l'aide de l'enquête I.N.S.E.E., car celle-ci fournit très peu de renseignements sur les dépenses.

III. — RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE C.R.E.D.O.C.

A. Influence de la catégorie socio-professionnelle et de la catégorie de communes.

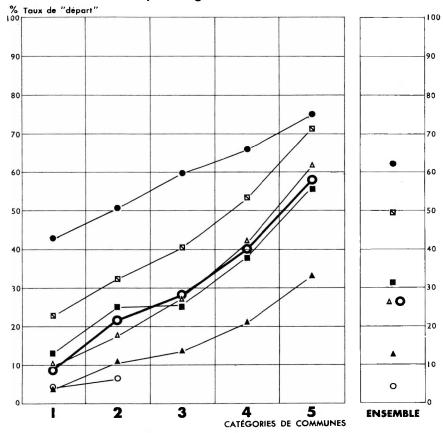
Le type d'habitat et la catégorie sociale du chef de ménage exerçent leur influence aussi bien sur le taux de « départ » que sur la dépense moyenne. En fait cette influence ne se marque pas de la même manière sur chacune de ces deux variables : aussi les examinerons-nous séparément.

I. Taux de « départ ».

Pour chaque catégorie socio-professionnelle, de même que pour l'ensemble de la population, le taux de départ augmente nettement avec la taille de la commune, comme le montre le graphique I. Il est minimum dans les communes rurales et maximum dans l'agglomération parisienne (1).

GRAPHIQUE !

Taux de « départ » par catégories socio-professionnelles et par catégories de communes



CATÉGORIES DE COMMUNES

- I Communes rurales
- 2 Communes urbaines < 10 000 habitants
- 3 Communes urbaines 10 000 à 100 000 h
- 4 Communes urbaines > de 100 000 h
- 5 Agglomération parisienne
 - (Paris et banlieue)

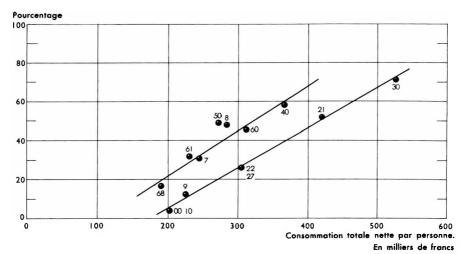
CATÉGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES

- O 0.1 Agriculteurs : exploitants et salariés
- A 22.27 Commerçants et artisans
- 21.30.40 Professions libérales et cadres
- 50.80 Employés, autres actifs (armée, police, clergé)
- 6.7 Ouvriers Personnel de service
- ▲ 90 · Inactifs
- O Ensemble des catégories sociales

⁽¹⁾ L'agglomération parisienne comprend Paris et la banlieue.

On peut constater aussi l'importance de variations du taux de départ entre les différentes classes sociales. On notera les taux très faibles des agriculteurs et des inactifs : pour ces derniers, le petit nombre de départs en vacances s'explique par la présence de nombreux retraités (en particulier anciens agriculteurs dans les communes rurales). Les ouvriers ont, dans chaque catégorie de communes, des taux analogues à ceux des artisans et commerçants ; le graphique montre même des taux supérieurs dans les communes rurales et les petites villes. Ces résultats doivent être interprétés avec précaution car, ainsi que l'enquête I.N.S.E.E. l'a montré, les commerçants utilisent souvent des véhicules individuels pour se rendre en vacances dans une résidence secondaire.

GRAPHIQUE II Taux de "départ" par catégories socio-professionnelles en fonction de la dépense totale de consommation



Les variations constatées dans le départ en vacances s'expliquent principalement par les différences du niveau de vie des groupes socio-économiques. Dans chaque type d'habitat, les groupes sociaux disposant du revenu le plus élevé partant le plus en vacances.

On a comparé dans le graphique II le taux de départ à la dépense totale de consommation par personne (1) dans chaque catégorie sociale. On peut distinguer deux ensembles de classes socio-professionnelles, dans chacuns desquels le taux de départ augmente proportionnellement au revenu : d'une part les indépendants, les inactifs et les agriculteurs, d'autre part les salariés pour lesquels les taux de départ sont supérieurs (à niveau de vie égal) à ceux du groupe précédent.

Compte tenu des réserves faites plus haut, il semble qu'une fois éliminée l'influence du niveau de vie, il reste une différence notable entre les habitudes de vacances des salariés et des travailleurs indépendants.

2. Dépenses de vacances.

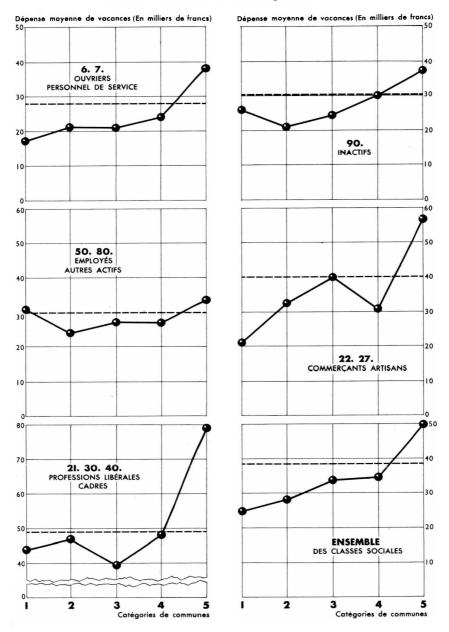
Les graphiques III A à III F résument les variations de la dépense moyenne de vacances suivant la catégorie socio-professionnelle et le type d'habitat.

^{(1) «} Consommation », nº 1, 1958, pp. 42 et suivantes.

GRAPHIQUES III A à III F

Dépense moyenne de vacances par ménage Influence de la catégorie de communes et de la catégorie socio-professionnelle

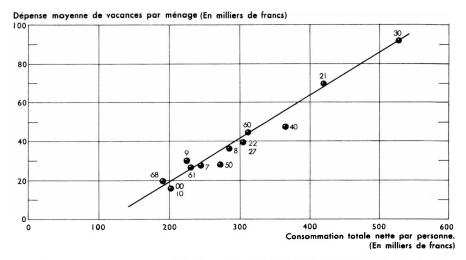
____ Ensemble de la catégorie sociale



Quelle que soit la catégorie sociale, la dépense est maximale pour les ménages habitant l'agglomération parisienne. Pour l'ensemble des catégories sociales, la dépense moyenne de vacances des ménages parisiens est double de celle des ruraux.

Dans les communes de province (villes et communes rurales), la dépense moyenne de vacances varie assez peu pour chaque catégorie sociale. Mais si l'on examine l'ensemble de la population, on constate que la dépense de vacances augmente avec la taille de l'agglomération. Cette augmentation est due aux changements dans la composition du groupe des ménages partant en vacances : à mesure que l'urbanisation croît, les classes sociales les plus riches, partant davantage en vacances, prennent une part croissante de la dépense totale, ce qui provoque l'augmentation de la dépense moyenne de vacances.

GRAPHIQUE IV Dépense de vacances par catégories socio-professionnelles en fonction de la dépense totale de consommation



Les variations de la dépense de vacances sous l'influence de la catégorie sociale du chef de famille peuvent ici encore être rattachées aux variations du niveau de vie des ménages. On constate que dépense totale et dépense de vacances augmentent simultanément; quand on passe des classes les plus pauvres aux classes les plus riches, la dépense de vacances varie de un à six, tandis que la dépense totale n'augmente que quatre fois.

Le graphique IV représente la variation des dépenses de vacances en fonction de la dépense totale de consommation pour chaque catégorie sociale. Il montre que pour tous les groupes sociaux, les dépenses de vacances sont très liées à la dépense totale.

Le niveau de vie est donc un des éléments les plus importants pour fixer le niveau de la dépense de vacances ainsi que le taux de « départ ».

3. Répartition de la dépense totale de vacances.

Les variations de la dépense moyenne et du taux de « départ » provoquent de grandes inégalités dans la répartition de la dépense totale de vacances entre les divers groupes de la population.

Les tableaux II A et II B expriment cette inégalité, d'une part entre les catégories sociales, d'autre part entre les catégories de communes.

TABLEAU II A
RÉPARTITION DE LA DÉPENSE TOTALE DE VACANCES
PAR CATÉGORIE DE COMMUNES

Catégories de communes	% du nombre total de ménages	Part en % dans la dépense totale de vacances
1. Communes rurales	40,7 11,6 16,1 13,6 18,0	8,3 6,7 15,5 18,8 50,7
Ensemble des communes	100,0	100,0
Nombre total de ménages (en millions)	13,5	

TABLEAU II B
RÉPARTITION DE LA DÉPENSE TOTALE DE VACANCES
PAR CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE

Catégories socio-professionnelles	% du nombre total de ménages	Part en % dans la dépense totale de vacances
0. 1. Agriculteurs, salariés agricoles	16,9 8,9 4,2 5,3 7,8 29,9 1,6 25,4	1,1 9,7 25,3 15,2 10,0 25,9 3,4 9,4
Ensemble	100,0	100,0
Nombre total de ménages (en millions)	13,5	

On voit que les habitants de la région parisienne qui forment 18 % des ménages, sont responsables de 50 % des dépenses de vacances ; les habitants des communes de moins de 10 000 habitants, qui représentent 52 % de la population, ne sont responsables que de 15 % de la dépense totale.

L'inégalité est encore plus forte entre les catégories socio-professionnelles. Les agriculteurs, qui représentent 25 % de la population, assurent 1 % seulement de la dépense totale de vacances. Les professions libérales, les cadres, groupant 8,4 % des ménages, assurent 36 % des dépenses. La dépense de vacances doit être imputée principalement aux classes riches de la population habitant les villes et spécialement Paris et sa banlieue.

B. Influence de la taille du ménage et de la région.

L'étude des vacances fait intervenir des facteurs autres que le type d'habitat et la catégorie sociale du chef de ménage. L'enquête « Budgets de famille » fournit d'importants éléments sur l'influence de la taille du ménage et de la région de résidence.

1. Influence de la taille du ménage.

On a regroupé en six catégories les ménages de l'échantillon.

Catégories	Types de ménages
A B C D E	Ménages de 1 personne Ménages de 2 personnes Ménages de 3 personnes Ménages de 4 personnes dont 1 ou 2 enfants Ménages de - 2 adultes avec 3 enfants et plus - 3 adultes avec 2 enfants et plus - 4 adultes et plus
F	Ménages comprenant 4 adultes et des enfants

— Le taux de « départ » (graphique V) varie relativement peu avec la taille du ménage dans chaque type d'habitat.

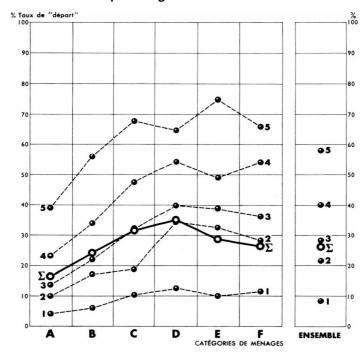
On retrouve surtout l'influence prépondérante de l'urbanisation. C'est ainsi qu'à Paris, les ménages de plus de deux personnes partent dans la proportion de 70 %. Dans les autres communes le taux de « départ » est maximum pour la catégorie D (ménages de 4 personnes comprenant l ou 2 enfants). La forte proportion d'inactifs dans les catégories A et B explique le petit nombre de départ en vacances. Il faut noter la diminution relative des taux de départ dans les familles nombreuses, dont le niveau de vie est le plus faible.

— Les résultats relatifs à la dépense moyenne sont indiqués dans le graphique VI. Ce graphique permet de constater qu'aux variations accidentelles près, la dépense moyenne augmente avec la taille de l'agglomération pour chaque catégorie de ménages.

On retrouve donc très nettement l'influence de l'urbanisation. Il faut signaler une exception importante : pour les personnes seules, la dépense moyenne reste constante et assez faible (23 000 F). Cela est dû à la présence dans cette catégorie de nombreux inactifs (vieillards, anciens agriculteurs, retraités, etc.).

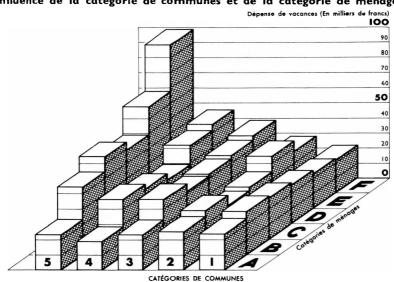
On notera que l'influence de l'urbanisation est plus accentuée pour les familles nombreuses que pour les ménages de dimension restreinte. Cet effet est particulièrement notable dans l'agglomération parisienne.

GRAPHIQUE V
Taux de « départ » par catégories de ménages
et par catégories de communes



GRAPHIQUE VI

Dépense moyenne de vacances par ménage Influence de la catégorie de communes et de la catégorie de ménages



Communes rurales 2 - Communes urbaines < 10 000 habitants 3 - Communes urbaines 10 000 à 100 000 h
 4 - Communes urbaines > de 100 000 habitants 5 - Agglomération parisienne (Paris et banlieue)

L'influence de la taille du ménage ne peut donc être repérée qu'après avoir éliminé celle du type d'habitat. Le graphique VI nous montre la variation de la dépense moyenne dans chaque catégorie de communes, sous l'influence de la taille du ménage.

Dans les communes rurales et les villes petites et moyennes (1, 2, 3), la dépense reste constante quelle que soit la taille de la famille. Dans les grandes villes de province (4), la dépense augmente (aux fluctuations aléatoires près), mais l'augmentation n'est pas proportionnelle à celle de la taille du ménage. C'est seulement dans l'agglomération parisienne que la dépense de vacances est proportionnelle au nombre d'unités de consommation du ménage; on le voit en prenant comme unité de dépense de vacances, celle d'un célibataire à Paris (nombre d'unité de consommation = 1).

TABLEAU III
DÉPENSES DE VACANCES A PARIS EN FONCTION
DE LA CATÉGORIE DE MÉNAGES

Catégorie de ménages	A	В	С	D	E	F
Niveau de la dépense	1	2	2,4	2	3	4,3
Nombre moyen d'unités de consommation	1	1,7	2,3	2,8	3,5	4,3

On constate que Paris et sa banlieue tiennent une place très spéciale en ce qui concerne les vacances.

2. Etude régionale.

Pour tenter d'éliminer l'influence de l'urbanisation, l'échantillon a été divisé en trois classes :

- 1. Habitants des villes,
- II. Ruraux non agricoles,
- III. Population agricole.

Les tableaux IV et V nous donnent par région (1) les taux de « départ » et les dépenses pour chacun de ces sous-échantillons.

a) Taux de « départ ».

L'étude de la classe I fait une fois encore apparaître l'influence de l'urbanisation : pour le taux de « départ » la région parisienne vient en tête, suivie du Centre-Est (Lyon, Saint-Etienne) et du Sud-Est (Marseille, Nice).

Les deux autres classes ne comprennent que des ménages habitant des communes rurales (c'est-à-dire comptant moins de 2 000 habitants de population municipale agglomérée au chef-lieu légal de la commune). L'étude fait apparaître des différences importantes entre les régions. Aussi bien pour la population agricole que pour la population non agricole, on trouve les taux de « départ » les plus élevés dans l'Est et le Sud-Est et les plus faibles dans le Centre, le Nord et l'Ouest.

Il faut noter de plus que le taux de « départ » des agriculteurs est en moyenne deux fois et demie plus faible que celui des ruraux non agricoles.

⁽¹⁾ L'étude a été faite en utilisant les 8 régions de sondage de l'1.N.S.E.E.

TABLEAU IV
TAUX DE "DÉPART" PAR RÉGION

Régions	Taux de ''départ''			
regions	I	п	III	
1. Région parisienne	55,8 26,1 28,7 29,7 24,3 40,0 36,6 33,2	12, 0 8, 6 6, 7 14, 2 9, 4 12, 0 18, 0 12, 2	ns 1,9 2,8 6,3 4,2 3,4 8,3 3,5	
Ensemble de la France	39,4	11,0	4,2	

ns: non significatif.

Les taux les plus élevés sont soulignés d'un trait continu, les taux les plus faibles d'un trait en pointillés.

b) Dépense moyenne de vacances.

La dépense moyenne de vacances des habitants des villes varie suivant l'importance des agglomérations situées dans la région considérée : la région parisienne vient en tête tandis que le Centre et l'Ouest sont caractérisés par les niveaux de dépense les plus faibles.

Pour les ruraux, les nombres donnés par l'enquête sont très incertains à cause du faible pourcentage de ménages « partis en vacances » dans chaque région. Il semble cependant qu'aux fluctuations aléatoires près, la dépense moyenne reste constante pour toutes les régions, dans chacune des deux classes. On notera que pour les ruraux non agricoles, la dépense de vacances est en moyenne deux fois plus forte que celle de la population agricole.

TABLEAU V DÉPENSE MOYENNE DE VACANCES PAR RÉGION

Régions	Dépense moyenne en milliers de francs			
Tregrons	I	П	ш	
1. Région Parisienne 2. Nord 3. Ouest 4. Est 5. Centre 6. Centre-Est 7. Sud-Est 8. Sud-Ouest	49,6 36,0 30,7 35,3 27,0 31,7 36,0 31,3	20,3 30,8 24,0 28,0 23,3 29,0 25,3 32,5	ns ns 12,6 14,6 14,4 11,5 18,9 13,3	
Ensemble de la France	40,6	27,0	16,3	

ns: non significatif.

Les taux les plus élevés sont soulignés d'un trait continu, les taux les plus faibles d'un trait en pointillés.

CONCLUSION.

L'étude a montré combien les conditions de départ en vacances étaient différentes suivant les groupes socio-économiques.

L'urbanisation est la cause d'une grande partie des variations constatées : le « désir d'évasion », concrétisé par les vacances, augmente avec l'importance de l'agglomération.

Paris et sa banlieue occupent une place très particulière aussi bien par l'importance du taux de départ que par le montant élevé de la dépense de vacances. L'habitude des vacances s'est particulièrement développée dans la région parisienne, car beaucoup ont conservé des liens encore étroits avec leur milieu d'origine : en effet la forte augmentation de la population de la région parisienne est relativement récente puisque 2,5 millions de personnes se sont installées dans les départements de Seine et Seine-et-Oise pendant les cinquante dernières années (1).

La variation des habitudes de vacances avec la catégorie sociale traduit avant tout des différences de revenus : les catégories sociales ayant les niveaux de vie les plus élevés partent le plus en vacances et y dépensent le plus. On peut cependant noter une différence entre les salariés et les travailleurs indépendants (commerçants et artisans) : ces derniers, à niveau de vie comparable, semblent partir un peu moins en vacances que les premiers.

L'étude a mis en évidence d'importantes variations entre les régions, en ce qui concerne les vacances des ruraux agricoles et non agricoles. L'enquête ne permet pas d'expliquer complètement ces différences, il semble cependant que des variations de revenus en soient la cause principale.

⁽¹⁾ Alors que dans la même période, la population du département du Rhône a augmenté de 110 000 habitants et celle du département des Bouches-du-Rhône de 300 000 habitants.